



SOMMAIRE N° 7

HOMMAGE A SON ALTESSE SERENISSIME LE PRINCE RAINIER III p. 7 à 15

IN MEMORIAM : M. Renaud DE BOTINI p. 19 à 22

PREMIÈRE PARTIE : DOCTRINE

Le processus d'adhésion de Monaco au Conseil de l'Europe : incidences sur l'ordre juridique de la Principauté p. 25 à 58
Georges GRINDA – Ministre plénipotentiaire chargé des questions européennes auprès de S.E.M. le Ministre d'Etat

L'indemnisation des victimes d'infractions pénales p. 59 à 70
Alain GUILLOU – Directeur des Services Judiciaires de la Principauté de Monaco

La coordination de la fiscalité de l'épargne dans la Communauté et dans certains pays p. 71 à 130
Filippo L'URÀ – Doctorant en droit fiscal à l'Université de Fribourg (Suisse)

Nature et portée des mesures d'instruction prescrites par le Tribunal Suprême statuant en matière administrative p. 131 à 145
Bernard GASTAUD – Docteur d'Etat en droit

DEUXIÈME PARTIE : JURISPRUDENCE COMMENTÉE

La jurisprudence monégasque au regard du pacte international relatif aux droits civils et politiques p. 151 à 167
René VIALATTE – Conseiller d'Etat - Monaco

Arbitrage commercial international – clause compromissoire – Extension de la clause Contrat « intimement lié » p. 171 à 185
Cour d'Appel – 30 janvier 2001
Dominique VIDAL – Professeur à la Faculté de droit de Nice, avocat au barreau de Grasse, arbitre commercial i.c.c.

TROISIÈME PARTIE : JURISPRUDENCE

Cour d'Appel

Détournement de la clientèle (non) – manœuvres contraires aux usages loyaux du commerce et au libre exercice de la concurrence (non) p. 191 à 193
25 janvier 2005



*Personne morale – représentation – administrateur – articles 136 et 141
du code de procédure civile – nullité de l'exploit d'appel (non)
8 mars 2005* p. 194 à 196

*Exequatur – convention franco-monégasque du 21 septembre 1949
Conditions, transmission et remise des actes judiciaires et extra-judiciaires – délais
2 juillet 2004* p. 197 à 201

*Référé – saisie-arrêt – rétractation – effet dévolutif de l'appel Jugement frappé d'appel
autorité de la chose jugée (oui)
29 juin 2004* p. 202 à 204

Cour d'Appel – Chambre du conseil

*Instruction - Exploitation sexuelle de mineurs – Recel de fichiers d'images pédophiles
17 mars 2005* p. 207 à 213

*Instruction - Commission rogatoire internationale – contrôle par les juridictions
monégasques de la régularité de la délivrance ou de la transmission des commissions
rogatoires par les autorités de l'Etat requérant (non)
11 juillet 2005* p. 214 à 224

*Instruction - Personne morale – constitution de partie civile
7 avril 2005* p.225 à 227

*Fractionnement de l'exécution d'une peine – difficulté d'exécution (non)
4 janvier 2005* p. 228

*Extradition – arrestation provisoire – durée
7 juin 2004* p.229 à 233

*Extradition – avis défavorable – prescription acquise à Monaco
20 septembre 2004* p.234 à 241

*Instruction - Audition en qualité de témoins de personnes nommément visées par une
plainte et contre lesquelles le ministère public avait requis l'ouverture d'une information
Violation des droits de la défense
27 octobre 2004* p.242 à 244

*Instruction - Blanchiment d'argent – saisie de comptes bancaires – demande de mainlevée
rejet implicite du juge d'instruction (non) – appel irrecevable
30 juillet 2004* p. 245 à 248

*Instruction – Procès-verbal de première comparution – signatures ne correspondant pas
au document – absence de lecture à l'inculpé – dispositions substantielles – atteinte
aux droits de la défense
11 juillet 2005* p. 249 à 252



Instruction – Etranger – constitution de partie civile – consignation – consignation payée – demande de dispense – assistance judiciaire non demandée p. 253 à 256
16 décembre 2004

Tribunal de Première Instance

Responsabilité civile – immunité de juridiction reconnue aux Etats étrangers – limites p. 259 à 269
15 janvier 2004

Pouvoir discrétionnaire de l'employeur – révocation fautive d'un agent – établissement du caractère illégal : non respect des droits de la défense – perte d'une chance d'obtenir la réintégration dans son emploi – indemnisation p. 270 à 274
23 octobre 2003

Marques de fabrique, de commerce ou de service – action en annulation de dépôt ou interdiction d'usage – conditions – preuve d'un risque de confusion entre deux marques p. 275 à 276
Appréciation du domaine d'utilisation – conséquences
17 juin 2004

Obligation alimentaire – action du centre hospitalier contre le débiteur d'aliments engagée après le décès du créancier d'aliments – principe : les pensions alimentaires ne s'arrêtent pas – rejet de la demande formée sur ce fondement alimentaire (oui) p. 277 à 279
25 mars 2004

Jugement avant dire droit – procédure civile – comparution de plaideurs avec l'assistance d'un avocat étranger – constitution obligatoire d'un avocat-défenseur : pouvoir discrétionnaire du Tribunal p. 280 à 282
20 novembre 2003

Jugement avant dire droit – procédure collective – société en état de cessation des paiements – actions relatives au patrimoine du débiteur – nécessité d'une mise en cause du débiteur (oui) p. 283 à 288
27 novembre 2003

Chambre du Conseil

Adoption – assimilation de l'enfant légitimé par adoption à un enfant légitime (non) nécessité d'une obtention d'autorisation du Prince (non) p. 289 à 291
8 juin 2004

Tribunal Suprême

Commission de licenciement – procédure – communication du dossier (non) – violation des droits de la défense (oui) p. 295 à 300